ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE CONTRE L'ARCHIDIOCÈSE DE MONTRÉAL ET ENTENTE DE RÈGLEMENT

Le 2 mai 2023, la Cour supérieure a rendu un jugement autorisant l'action collective contre l'Archevêque catholique romain de Montréal et la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (dossier de cour n° : 500-06-000992-194). Monsieur A.B. (désigné sous des initiales) a reçu le statut de représentant de tous les membres du groupe, ayant lui-même été victime d'agressions sexuelles du prêtre Brian Boucher.

Une Entente de règlement d'une somme de **14 808 280 \$ (moins les honoraires d'avocats et les frais du dossier)** pour un total d'au plus 123 membres est intervenue. En cas de dépassement de ce nombre, des modalités supplémentaires peuvent être ajoutées afin de bonifier l'Entente de règlement.

L'ACTION COLLECTIVE ET L'ENTENTE S'ADRESSE À VOUS SI :

1. Entre **1940** et **aujourd'hui**;
2. Vous avez été victime d'une ou de plusieurs **agression(s) sexuelle(s)**;
3. Commise(s) par un prêtre diocésain ou par un préposé laïc lesquels étaient sous la responsabilité de l'Archevêque catholique romain de Montréal et/ou de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal.

***** Cette définition exclut les victimes de prêtres religieux, soit les prêtres appartenant à une congrégation religieuse *****

POUR CEUX QUI SOUHAITENT S'EXCLURE DU GROUPE

Si vous ne souhaitez pas faire partie du groupe et bénéficier de l'Entente de règlement, par exemple parce que vous préférez entreprendre un recours en votre propre nom contre l'Archidiocèse de Montréal, il est nécessaire que vous envoyiez un avis au Greffe de la Cour supérieure du Palais de justice de Montréal : **1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6**, au plus tard dans les 30 jours du présent avis.

Si vous avez déjà intenté une poursuite individuelle contre l'Archidiocèse de Montréal afin d'obtenir une indemnisation pour une agression sexuelle commise par un de leurs prêtres ordonnés diocésains ou préposés laïc(que)s, vous êtes exclu du groupe. Pour pouvoir en faire partie, vous devez vous désister de cette poursuite individuelle au plus tard dans les 30 jours du présent avis. Les personnes qui sont exclues du groupe ne peuvent pas bénéficier de l'Entente de règlement.

L'audition d'approbation de l'Entente de règlement aura lieu le 9 juin 2023 à 9h30, au Palais de Justice de Montréal, en salle 16.06.

Les membres du groupe qui souhaitent s'opposer à l'Entente ou aux honoraires peuvent communiquer avec les avocats du Demandeur pour connaître le processus d'opposition.

**ARSENAULT
DUFRESNE
WEE AVOCATS**

POUR PLUS D'INFORMATIONS ou POUR S'INSCRIRE
ARSENAULT DUFRESNE WEE avocat s.e.n.c.r.l.
3565, rue Berri, suite 240, Montréal (Québec) H2L 4G3
Courriel : actioncollective@adwavocats.com
Téléphone : (514) 527-8903
www.adwavocats.com

**CET AVIS AUX MEMBRES ABRÉGÉ A ÉTÉ APPROUVÉ PAR
L'HONORABLE JUGE DONALD BISSON, J.C.S.**